



Cécile RILHAC
Députée du Val-d'Oise

Monsieur Pap NDIAYE
Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Hôtel de Rochechouart
110 rue de Grenelle
75007 Paris

Paris, le 31 mai 2023

Monsieur le Ministre,

Par la présente, nous, députés de la majorité, souhaiterions appeler votre attention sur les problématiques de mobilité des enseignants, dans le premier comme dans le second degré. En effet, il s'agit d'un sujet qui prend une ampleur considérable sur le terrain et il nous paraît impératif de travailler, à vos côtés, à des solutions dans l'intérêt de nos personnels enseignants comme de celui de nos élèves.

Comme vous le savez, les difficultés relatives à la mobilité des enseignants tendent à s'accroître. La crise sanitaire a notamment eu pour conséquence d'amener une partie de nos concitoyens à repenser leurs modes de vie, entraînant ainsi des souhaits de départs vers d'autres territoires. Cependant, le taux de réponses positives aux demandes de mutation diminue. Nous sommes régulièrement sollicités par des enseignantes et enseignants de nos circonscriptions qui déplorent les suites défavorables souvent données à leurs démarches de mutation. Par ailleurs, celles et ceux qui choisissent, par exemple, de changer de territoire pour des raisons familiales doivent parfois se mettre en disponibilité, alors même qu'un certain nombre de postes ne sont pas pourvus sur l'ensemble de notre territoire.

Vous en conviendrez Monsieur le Ministre, cette situation doit nous pousser à déployer des mesures pour faciliter la mobilité des enseignants. Cette action est impérative pour renforcer l'attractivité de ce métier. Il s'agit d'un point qui a été soulevé dans les conclusions de la Mission « flash » sur le recrutement, l'affectation et la mobilité des enseignants du premier degré conduite il y a quelques mois.

Naturellement, nous connaissons et comprenons tout à fait le défi auquel votre Ministère est confronté, à savoir concilier le droit de tous les élèves à avoir un professeur en classe, notamment dans certains territoires connaissant des pénuries d'enseignants et le droit des enseignants à exercer leur métier dans les meilleures conditions possibles, notamment en termes de rapprochement familial ou de temps de trajet. Aussi, nous souhaiterions vous formuler quelques propositions concrètes qui pourraient permettre de solutionner ces problématiques.

En premier lieu, il nous semblerait pertinent qu'au-delà du seul barème, que nous ne remettons nullement en cause, l'administration se serve de son pouvoir d'appréciation pour mieux prendre en compte les situations particulières individuelles, comme cela est déjà partiellement le cas. Nous pensons notamment aux démarches de rapprochement de la cellule familiale ou à la situation des proches aidants. Par ailleurs, la permanence d'une demande, de même que l'affectation dans une zone



rencontrant des difficultés particulières de recrutement, critères qui figurent au décret du 25 avril 2018 relatif aux priorités d'affectation des membres de certains corps, pourraient être davantage valorisés.

En outre, nous souhaiterions vous soumettre la possibilité d'agir pour renforcer l'attractivité des territoires connaissant des pénuries d'enseignants. Il ne s'agirait pas seulement de proposer une gratification financière, mais une véritable accélération de carrière des personnels ayant exercé dans un territoire en déficit d'enseignants. De plus, il pourrait être envisageable de donner aux enseignants qui choisissent d'exercer leur métier dans un territoire en difficulté la garantie qu'ils pourront quitter le territoire en question au bout d'un certain nombre d'années. En s'assurant que les postes d'enseignants soient suffisamment pourvus dans les territoires en difficultés, nous pourrions contrer les phénomènes de « rétention d'enseignants » qui s'exercent dans certaines académies, freinant les mobilités.

Enfin, il nous paraît également souhaitable de repenser le mouvement INEAT/EXEAT dans le premier degré. En effet, comme vous le savez, cette procédure requiert une double autorisation : une première pour sortir du département et une seconde pour entrer dans un nouveau département. Ce mouvement est à l'origine de l'inertie de certaines demandes. Aussi, cette procédure pourrait être revue et assouplie, afin d'élargir les possibilités de mobilité.

Monsieur le Ministre, nous connaissons votre engagement sur l'ensemble de ces sujets. De fait, nous tenions à vous transmettre ces remontées de terrain ainsi que ces propositions d'actions. Aussi, nous nous restons à votre disposition et à celle de votre cabinet pour convenir ensemble d'un rendez-vous afin d'évoquer ces questions plus en détails.

En vous remerciant pour l'attention particulière avec laquelle vous examinerez cette demande, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération respectueuse.

Députées et Députés signataires :

Cécile RILHAC, Députée du Val-d'Oise

Céline CALVEZ, Députée des Hauts-de-Seine

Béatrice PIRON, Députée des Yvelines

Mireille CLAPOT, Députée de la Drôme

Stella DUPONT, Députée du Maine-et-Loire

Barbara POMPILI, Députée de la Somme

Antoine ARMAND, Député de Haute-Savoie

Géraldine BANNIER, Députée de la Mayenne

Xavier BATUT, Députée de Seine-Maritime

Béatrice BELLAMY, Députée de Vendée

Fanta BERETE, Députée de Paris

Benoît BORDAT, Député de Côte-d'Or

Anthony BROSSE, Député du Loiret

Danielle BRULEBOIS, Députée du Jura

Stéphane BUCHOU, Député de Vendée

Agnès CAREL, Députée de Seine-Maritime



Lionel CAUSSE, Député des Landes
Émilie CHANDLER, Députée du Val-d'Oise
Clara CHASSANIOL, Députée de Paris
Fabienne COLBOC, Députée d'Indre-et-Loire
Laurence CRISTOL, Députée de l'Hérault
Christine DECODTS, Députée du Nord
Julie DELPECH, Députée de la Sarthe
Nicole DUBRÉ-CHIRAT, Députée du Maine-et-Loire
Sophie ERRANTE, Députée de Loire-Atlantique
Philippe FAIT, Députée du Pas-de-Calais
Olivier FALORNI, Député de Charente-Maritime
Anne GENETET, Députée des Français établis hors de France
Raphaël GÉRARD, Député de Charente-Maritime
Joël GIRAUD, Député des Hautes-Alpes
Yannick HAURY, Député de la Loire-Atlantique
Laurence HEYDEL GRILLERE, Députée de l'Ardèche
Sacha HOULIÉ, Député de la Vienne
Jean-Charles LARSONNEUR, Députée du Finistère
Pascal LAVERGNE, Député de Gironde
Didier LE GAC, Député du Finistère
Sandrine LE FEUR, Députée du Finistère
Didier LEMAIRE, Députée du Haut-Rhin
Christine LE NABOUR, Députée d'Ille-et-Vilaine
Brigitte LISO, Députée du Nord
Lise MAGNIER, Députée de la Marne
Christophe MARION, Député du Loir-et-Cher
Stéphane MAZARS, Député de l'Aveyron
Graziella MELCHIOR, Députée du Finistère
Ludovic MENDES, Député de Moselle
Lysiane MÉTAYER, Députée du Morbihan
Sophie METTE, Députée de Gironde
Jérémy PATRIER-LEITUS, Député du Calvados
Anne-Laurence PÉTEL, Députée des Bouches-du-Rhône
Maud PETIT, Députée du Val-de-Marne
Michèle PEYRON, Députée de Seine-et-Marne
Jean-Pierre PONT, Député du Pas-de-Calais
Éric POUILLIAT, Député de Gironde
Natalia POUZYREFF, Députée des Yvelines
Rodin REDA, Députée de l'Essonne
Violette SPILLEBOUT, Députée du Nord
Prisca THEVENOT, Députée des Hauts-de-Seine
Stéphane TRAVERT, Députée de la Manche
Annie VIDAL, Députée de Seine-Maritime
Stéphane VOJETTA, Député des Français établis hors de France
Caroline YADAN, Députée de Paris
Jean-Marc ZULESI, Député des Bouches-du-Rhône